

PROCEDURE ADAPTEE

N° d'affaires : 2024_TRA_CHD_002

ACQUISITION DE VEHICULE D'OCCASION

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Le présent Règlement de la Consultation comporte 26 pages numérotées de 1 à 26.

CHAPITRE 1 – GENERALITES

1. DISPOSITIONS RELATIVES AU MARCHE

1.1. Objet du marché

Le marché a pour objet : L'achat de véhicule d'occasion.

1.2. Désignation de l'acheteur public

Le marché concerne les établissements suivants : *le CHD Vendée*

1.3 Procédure appliquée

Le marché est réalisé sous la forme :

☒ Une procédure adaptée en application des articles L2123-1, R2123-1, du Code de la Commande Publique

1.4 Technique d'achat

☐ Le marché comporte une tranche ferme et une ou plusieurs tranches optionnelles

☒ Le marché est réalisé sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles R2162-2, R2162-4, R2162-13, R2162-14, R2162-5 du Code de la Commande Publique

☒ monoattributaire (1 seul candidat)

L'accord cadre est réalisé :

☒ Sans minimum et avec maximum

☒ En quantité

La quantité maximum est de : 1

L'accord-cadre s'exécutera au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées par les articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique.

2. ALLOTISSEMENT

☒ Le marché est composé d'un lot unique

➤ Acquisition de camion poids lourds de type camion porteur.

☐ Le marché est composé de plusieurs lots

3. DUREE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. La prestation devra être réalisée dans un délai de trois (3) mois maximum à compter de cette notification.

4. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

4.1 Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, Le présent marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- **Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du CHD VENDÉE fait foi, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par clause modificative ou clause de réexamen
- **L'acte d'engagement et ses annexes financières** dûment datés et signés, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par clause modificative ou clause de réexamen
- **Le Bordereau des prix/ cadre de réponse**
- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux fournitures et services généraux (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG FCS). Le C.C.A.G n'est pas joint matériellement au marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter
- **L'offre technique du titulaire**
- **Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs postérieurs à la notification, le cas échéant**
- **Catalogue ou tarif public remisé du titulaire**

Le titulaire reconnaît expressément être en possession et avoir pris connaissance de ces documents dont il accepte les dispositions. Toutes les dispositions spécifiques de l'offre du titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, et les documents associés pouvant induire une restriction en termes d'obligation et d'engagement par rapport aux documents contractuels et au présent marché sont inopposables au pouvoir adjudicateur quelle qu'en soit la forme.

4.2 Pièces à remettre au titulaire

- par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle. Elle ne comprendra pas non plus les pièces du titulaire cités dans les documents constitutifs du marché à l'article précédent, le 4.1.

5. CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES, MESURES DE SECURITE

5.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel avec son personnel et à l'obligation de réserve pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Toute communication écrite ou verbale auprès de tiers, sans le consentement de l'acheteur est interdite. Toutefois, le titulaire peut citer le présent marché parmi ses références.

Il sera fourni au titulaire du marché toute la documentation nécessaire à l'exercice de sa mission. Certains documents transmis par l'acheteur seront strictement consultables sur site.

A échéance de la mission, le prestataire restituera automatiquement et immédiatement l'ensemble des documents qui lui aura été confié dans le cadre du marché. Le prestataire ne peut en conserver une copie.

L'organisme retenu ne pourra en aucun cas se prévaloir des relations commerciales entretenues avec l'établissement, et en faire une publicité directe ou indirecte, sauf autorisation expresse de l'acheteur.

5.2 Respect des règles de sécurité, d'hygiène et de discipline

Le titulaire assure sous sa responsabilité, la sécurité et la discipline de son personnel au sein de l'établissement.

Dans tous les cas, le titulaire s'engage à faire respecter :

- la discrétion à l'égard des usagers qu'il serait amené à rencontrer à l'intérieur de l'établissement
- l'application du règlement intérieur de l'établissement, de consignes d'hygiène et de sécurité
- le plan de prévention des risques

5.3 Protection des Données Personnelles

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données personnelles pour le compte de l'acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, un contrat de sous-traitance au sens de l'article 28.8 du Règlement Européen sur la protection des données qui précise notamment:

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de

communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;

– les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;

– les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;

– la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché. Le contrat de sous-traitance précisera également les pénalités applicables au titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG FCS.

5.4 Information des sous-traitants

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article 5. Il reste responsable du respect de celles-ci.

6. PROTECTION MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application des articles D.8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, le titulaire fournira les documents demandés dans les conditions fixées à ces articles **tous les six mois à compter de la date de notification du marché et ce jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci. Le titulaire devra remettre ces justificatifs sans attendre une action quelconque de l'acheteur public. Ces éléments seront à remettre par mail au gestionnaire marché référent du présent dossier (cf coordonnées à la fin du document).**

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D8254-2, D8254-4 et D8254-5 du Code du Travail et **avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur une attestation sur l'honneur** indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

6.1 - Respect de la réglementation

Cet article complète l'article 6.1 et déroge à l'article 6.2 du CCAG.

Le titulaire est tenu au respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail dans les conditions fixées à l'article 6.1 du CCAG. L'acheteur peut lui demander de justifier du respect de ces obligations en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire dès la notification de l'ordre de service correspondant sans qu'il soit signé une modification au marché sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour le marché.

En cas de violation par le titulaire de ses obligations en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail, l'acheteur peut résilier le marché en application de l'article 32.1.a du CCAG.

6.2 - Respect des obligations sociales et lutte contre le travail dissimulé - Dispositif de vigilance : transmission des justificatifs en cours d'exécution du contrat

Cet article complète l'article 6 du CCAG.

Le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur **sans demande expresse de ce dernier**, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 modifié (titulaire établi ou domicilié en France) ou D 8222-7 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) modifié du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont transmises par tout moyen permettant de donner date certaine, par le titulaire, à l'adresse suivante :

CHD VENDEE
DIRECTION DES RESSOURCES MATERIELLES ET DU PATRIMOINE
CELLULE JURIDIQUE DES CONTRATS DE LA COMMANDE PUBLIQUE
LES OUDAIRIES
85925 LA ROCHE SUR YON CEDEX 9

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

Conformément aux articles L2141-1 à LL2141-11 CCP, si le titulaire se trouve en cours d'exécution du contrat en situation d'interdiction de soumissionner aux marchés publics ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2144-1 CCP, ou de refus de produire les pièces prévus aux articles D 8222-5 modifié ou D 8222-7 et D 8222-8 modifié du code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au présent contrat.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité suite à cette résiliation.

Si la personne publique décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevés sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à la personne publique. Les dispositions de l'article 36 du CCAG s'appliquent.

6.3 - Respect des dispositions prévues pour l'emploi de salariés étrangers - Dispositif de vigilance : transmission des pièces justificatives en cours d'exécution

Dans le cadre de l'article L8254-1 du code du travail, le titulaire établi en France qui recourt à l'emploi de salariés étrangers (article D 8254-2 du code du travail) ou le titulaire établi à l'étranger qui détache des salariés sur le territoire national français pour l'exécution du présent marché (article D 8254-3 du code du travail) , s'engage à fournir à l'acheteur **sans demande expresse de ce dernier**, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à autorisation de travail. Cette liste comprendra les indications prévues à l'article D 8254-2 du code du travail.

Les informations mentionnées ci-dessus sont transmises par le titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, à l'adresse renseignée au 6.2 ci-dessus.

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus. Conformément à l'article 41 du CCAG, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité suite à cette résiliation.

Si la personne publique décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevées sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à la personne publique. Les dispositions de l'article 45.4 du CCAG s'appliquent.

6.4 Dispositif de vigilance en matière de déclaration des travailleurs détachés

L'article L 1262-4-1 du code du travail impose à l'acheteur une obligation de vigilance en matière de respect de la réglementation relative aux travailleurs détachés.

En vue de respecter ces dispositions et notamment l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire qui se trouve dans l'une des situations suivantes :

- s'il est établi hors de France et s'il envisage de détacher des travailleurs pour l'exécution du présent contrat,
- si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants directs ou indirects envisagent de détacher des salariés pour l'exécution du présent contrat,
- s'il contracte, ou si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants contractent avec une ou des entreprises exerçant une activité de travail temporaire qui envisagent de détacher des salariés pour l'exécution du présent contrat, s'engage, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, à fournir à l'acheteur, sans demande expresse de ce dernier, les documents suivants :
- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R.1263-3, R.1263-4-1 et R.1263-6 du code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1.

Le titulaire doit transmettre les documents indiqués ci-dessus que le travailleur soit détaché par le titulaire, par l'un de ses sous-traitants directs ou indirects ou par une entreprise exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle le titulaire ou l'un de ses sous-traitants a contracté.

Les documents mentionnés ci-dessus sont transmis par le titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine à l'adresse renseignée au 6.2 ci-dessus.

Le titulaire s'engage envers l'acheteur à entretenir des relations contractuelles loyales et à les informer de difficultés quelconques menaçant le bon déroulement du marché. Le marché sera résilié pour faute exclusive du titulaire et sans indemnité s'il tente de tromper l'acheteur. Ce dernier engagera toutes les poursuites utiles devant les tribunaux compétents afin d'obtenir tout dédommagement.

7. ASSURANCES

Le titulaire doit contracter toutes les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

CHAPITRE 2 – PRIX ET REGLEMENT

8. LE PRIX

8.1 Généralités

Les prix s'entendent sans minimum de commande ni frais de facturation et s'appliquent aux prestations réellement exécutées. De façon plus détaillée, les prix comprennent :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures,
- Les marges pour risques et marges bénéficiaires,
- Les frais de main d'œuvre et de déplacement, d'hébergement et de restauration incluant la présence de l'équipe projet sur site et hors site,
- Les frais de reprographie,
- Les frais non mentionnés mais qui sont nécessaires à l'obtention d'une prestation de qualité.

Le prix de règlement du marché s'entend TTC, au taux de TVA en vigueur à la date de notification du marché.

8.2 Forme du prix

- ☐ **Le marché est conclu à prix forfaitaires** correspond à la réalisation de la mission incluant tous les frais annexes (déplacements, restauration, reprographie, hébergement)
- ☒ **Le marché est conclu à prix unitaires** pour l'ensemble des prestations
- ☐ **Le marché est conclu à prix mixtes :**

8.3 Prix définitif

Les prix du marché sont :

- ☒ **fermes sans actualisation** sur la durée totale du marché (reconductions éventuelles incluses).

8.4 Modalités d'actualisation des prix

Sans objet

8.5 Modalités de révision des prix

8.5.1 Date d'établissement du prix

La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire. Si la procédure a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale.

8.5.2 Révision des prix

Aucune révision des prix ne sera acceptée pendant l'exécution du marché. Les prix fixés dans le marché sont fermes et définitifs, conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique, sauf en cas de modification substantielle des conditions d'exécution du contrat conformément à l'article L2194-2 du Code de la Commande Publique.

8.6 Offre de prix promotionnels

Les offres de prix promotionnels ne peuvent s'appliquer qu'à la baisse, même en présence d'un prix ferme non actualisable ou prix non révisable.

Le titulaire pourra faire bénéficier à l'acheteur public, en cours de marché, des offres de prix promotionnelles. Le titulaire adressera le tarif promotionnel par tout moyen lui permettant de donner une date certaine ainsi que toutes les précisions utiles suivantes : durée de la promotion, désignation des produits concernés, différence entre le prix du marché et le prix promotionnel. Ce tarif sera annexé au marché. Ce tarif devra être transmis au chef projet achat responsable de ce dossier par mail puis par courrier postal dont les coordonnées figurent à la fin de ce document.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché initiaux sont à nouveau en vigueur. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

8.7 Clause de sauvegarde

Sans objet

9. MODALITES DE REGLEMENT

9.1 Les avances

☒ L'option A prévoit l'application d'un taux d'avance unique de 20% pour les PME et d'un taux d'avance correspondant au minimum réglementaire (soit 5%) pour les autres entreprises.

Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, **sauf indication contraire dans l'acte d'engagement**, lorsque le montant du marché ou du bon de commande est supérieur à 50 000 € H.T., et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le régime d'avance retenu par l'acheteur est l'option A telle que définie par l'article 11.1 du C.C.A.G.-FCS.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du marché ou du bon de commande, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois. Ce pourcentage est porté à 20,00 % si le titulaire est une PME.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du marché ou du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant du marché ou du bon de commande, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, elle peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-10, R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière n'est demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9.2 Remise de la demande de paiement

La remise de la demande de paiement intervient soit :

- ☐ Après l'admission des prestations spécifiées par le marché
- ☒ Après la livraison du véhicule et la transmission obligatoire du procès-verbal de réception
- ☐ Soit mensuellement à terme échu
- ☐ Soit aux dates prévues par le versement des acomptes

9.3 Contenu de la demande de paiement

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires, ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;

- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par l'acheteur est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que l'acheteur aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant.

9.4 Acceptation par l'acheteur de la demande de paiement

L'acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler. Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, il notifie le montant qu'il a ainsi arrêté au titulaire.

La demande de paiement peut être refusée par l'acheteur lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des factures à la charge du titulaire et de ses sous-traitants admis au paiement direct.

Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG-FCS, le titulaire et ses sous-traitants admis au paiement direct se conforment sans mise en demeure préalable à l'obligation à leur charge des transmissions des factures sous forme électronique.

9.5 Délai global de paiement

Le délai global de paiement est de 50 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Pour rappel :

L'application de la réglementation relative au retard de paiement, prévue aux articles L. 2192-10 à L. 2192-15 du code de la commande publique, suppose que le créancier ait rempli son

obligation légale de transmission d'une facture sous forme électronique prévue aux articles L. 2192-1 et L. 2392-1 du code de la commande publique.

9.5 facturation électronique

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les titulaires de marché et leurs sous-traitants doivent se conformer aux dispositions du Décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Ce texte codifie dans le code de la commande publique le décret no 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif à la facturation électronique. Il achève également la transposition de la directive 2014/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics. A ce titre, il contient les mesures d'application des dispositions du code de la commande publique issues de l'article 193 de la loi no 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises en définissant notamment la norme européenne de facturation électronique et les mentions essentielles des factures électroniques.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L. 3133-1 à L. 3133-3 du Code de la Commande Publique comportent les mentions suivantes:

1o La date d'émission de la facture;

2o La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture;

3o Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries;

4o En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture;

5o La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement;

6o La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux;

7o La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés;

8o Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire;

9o Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération;

10o L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture;

11o Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12o Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires. Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

10. REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES OU SOUS-TRAITANCE

En cas de groupement conjoint, chaque membre perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, sont payées dans les conditions financières prévues par un acte spécial (Formulaire DC4).

CHAPITRE 3 – DELAIS

11. DELAIS D'EXECUTION

Le début d'exécution des prestations est prévu :

- ☐ A partir de la date de notification du marché
- ☒ A partir de la date de notification du bon de commande

Un bon de commande sera émis pour chaque lot par le CHD Vendée, faisant mention :

1. De la désignation du véhicule : référence et coloris, libellé sommaire de la prestation à effectuer, référence au mémoire technique
2. Du lieu de livraison du véhicule
3. Du prix
4. De la date limite de livraison. Celle-ci devra être exécutée dans le délai auquel s'est engagé le candidat.

- ☐ A partir de la date prévue sur le bon de commande

L'expiration du délai d'exécution est prévue :

- ☒ En cas de livraison des véhicules dans les locaux de l'acheteur, la date d'expiration du délai d'exécution correspond à la date de livraison ;
- ☐ Pour les marchés dans lesquels les parties ont prévu que l'admission se fera dans les locaux du prestataire, la date d'expiration du délai d'exécution est celle prévue pour l'admission ;

☒ En cas d'inachèvement des prestations à la date limite de validité du marché, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur public dans les conditions ci-dessous

Prolongation du délai d'exécution :

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé, a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai. L'absence de réponse de l'acheteur vaut décision de rejet.

La demande de prolongation ne peut être refusée lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un ordre de réquisition. Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles, la demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un autre marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

12. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, toutes les pénalités sont cumulables entre elles.

12.1 Pénalités de retard

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$P = V * R / 200$ dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

12.2 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article 14.1 :

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG FCS,

– en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;

– en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 4 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

13. PRIMES

Sans objet

CHAPITRE 4 – EXECUTION

14. LIEUX D'EXECUTION

Lieu(x) d'exécution de la prestation : CHD Vendée – Les Oudairies – 85925 LA ROCHE SUR YON CEDEX 9 - Direction des ressources matérielles et du patrimoine - Atelier Garage

Accès aux établissements – Identification

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements du GHT 85 sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

15. STOCKAGE

Si les documents particuliers du marché prévoient l'obligation pour le titulaire de stocker des matériels dans ses locaux, celui-ci assume à leur égard la responsabilité du dépositaire durant 1 mois et courant à compter de leur admission.

Lorsque le stockage est effectué dans les locaux de l'acheteur, celui-ci assume la responsabilité du dépositaire jusqu'à la décision d'admission.

16. LIVRAISON

Toute livraison réalisée par le titulaire est accompagnée d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment:

- la date d'expédition;
- la référence à la commande ou au marché;
- l'identification du titulaire;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Le fournisseur précisera le délai de livraison dans son offre dans le cadre de réponse technique.

Pour les véhicules en occasion, le CHD souhaite une livraison inférieure à 21 jours à compter de la réception de la commande.

Pour tous les lots, la livraison devra avoir lieu :

- sur le site de l'établissement demandeur auprès du service achat

Le véhicule sera remis le plein fait, avec certificat d'immatriculation et plaques posées. Les frais de livraison sont à la charge du titulaire du marché.

Le titulaire s'engage à ce que la livraison soit effectuée dans le respect des règles de circulation et de sécurité du site. Tout dégât causé lors de la livraison sera supporté par le titulaire.

Celui-ci devra s'assurer que l'entreprise qui effectue la livraison, le cas échéant, possède les assurances requises.

Toute livraison devra au préalable avoir été convenue (date et heure) avec le responsable de l'atelier véhicules du CHD Vendée (coordonnées transmises lors de la notification du marché) dans le respect du délai et du lieu de livraison indiqués.

Chaque livraison de véhicule s'accompagne :

- De la remise de l'original du certificat d'immatriculation (les cartes grises définitives seront remises dès que disponible),
- De deux exemplaires des clés,
- D'une pochette regroupant tout document technique, d'entretien et notice explicative nécessaire à la mise en route et au bon fonctionnement du véhicule et de ses équipements d'origine.

Le titulaire informe le représentant de l'établissement demandeur présent au moment de la livraison, de toute explication et recommandation qu'il juge nécessaire et utile à la bonne utilisation.

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS. En dérogation à l'article 21.5 du CCAG-FCS, aucun sursis de livraison ne sera accordé au titulaire.

17. SURVEILLANCE EN USINE

Il est fait application de l'article 22 du CCAG FCS.

18. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

19. SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures législatives ou réglementaires venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

20. MODIFICATIONS DE MARCHES

20.1 Clause de réexamen

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié quel que soit le montant, dans les cas suivants :

1. **Cession de marché** sous réserve des conditions cumulatives suivantes :
 - La cession ne doit pas entraîner de modification du prix du marché, de sa durée, de son objet et autres éléments substantiels.
 - Le nouveau titulaire doit remplir les conditions fixées par l'Acheteur Public pour la participation à la procédure de passation du marché initial

Dans cette optique, le nouveau titulaire devra fournir les mêmes niveaux de capacités qu'exigés lors de la passation du marché initial, et transmettre les pièces administratives exigées pour les attributaires.

Dans le cas d'une cession sans disparition de l'ancien titulaire, la notification de la clause de réexamen lui sera transmise également.

Dans les cas prévus ci-dessus, une clause de réexamen sera réalisée par l'Acheteur Public et notifiée au titulaire du marché.

20.2 Clause modificative

20.2.1 Services supplémentaires devenus nécessaires

En cas de demande de **missions complémentaires non prévues et non prévisibles initialement mais nécessaires** à la réussite de la mission attendue dans sa globalité, parce que difficilement indissociables techniquement et/ou économiquement au regard des prestations déjà réalisées dans le cadre du présent marché.

Cette mission complémentaire est réalisée dans la limite de 50% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

20.2.2 Circonstances imprévues

Cet article complète l'article 24 du présent CCAP et du CCAG FCS.

Rappel : Obligation d'information

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

Modalités de poursuite du contrat

➤ Modification des conditions d'exécution

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie de clause modificative, peut notamment prendre la forme :

- **d'une prolongation de la durée du marché** si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors les établissements du GHT à une rupture dans la continuité des soins ;
- **d'une demande du CHD VENDEE de rationaliser les commandes** des établissements membres du GHT Vendée afin d'assurer un minimum de livraison pour chaque établissement

Pour chaque lot, le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du montant ou du volume maximum contractuel de chaque lot.

➤ Modification temporaire des prix

Pour chaque lot, le titulaire du marché pourra solliciter une augmentation **temporaire** des prix s'il démontre que le maintien des prix dans les conditions de l'offre initiale, formules de révision contractuelles incluses, ne permet pas la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre dans des conditions économiques équilibrées.

L'acceptation de cette modification par le pouvoir adjudicateur sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat impactant les conditions économiques de son offre initiale par des charges extracontractuelles excessives.

A ce titre, il devra notamment justifier, pour chaque référence de prix concernée par la demande d'augmentation, de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible. Une décomposition

du coût de son offre au moment de la notification du marché sera à ce titre nécessaire afin d'apprécier l'impact de la circonstance imprévisible sur l'offre du titulaire à la date de la demande d'augmentation des prix.

L'acheteur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une augmentation des prix. L'Acheteur notifie sa décision dans un délai de trente jours. S'il entend mettre en œuvre la présente clause, il notifie dans ce délai au Titulaire un ou plusieurs prix nouveau(x) permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts dans **une annexe au contrat** prévue à cet effet.

Le montant de l'augmentation des prix sera strictement **limité à 50% du montant de l'augmentation des charges extracontractuelles** dûment démontré selon la formule suivante :

Prix initial révisé + (Prix initial révisé x pourcentage d'augmentation constaté x 50%)

La période de modification des prix sera limitée à 3 mois, renouvelable au maximum deux fois, sous réserve que le titulaire justifie la persistance du déséquilibre économique.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

Le titulaire dispose alors d'un délai de trente jours suivant la notification du(es) prix nouveau(x) pour l'(es) accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai, il est réputé avoir accepté le(s) prix nouveau(x) fixé(s) par l'Acheteur. En cas d'acceptation, le(s) prix nouveau(x) s'applique(nt) en lieu et place du(es) prix du bordereau des prix unitaires. En cas de refus, le(s) prix initial(aux) demeure(nt) applicable(s).

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire: les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de **l'annexe au contrat** signée par l'acheteur,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

➤ Modalités de suspension du contrat

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, l'acheteur peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par clause modificative à la fin de la période de crise.

20.2.3 Modification non substantielle

En application de l'article R 2194-7 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

20.2.4 Modification de faible montant

En application de l'article R 2194-8 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur à 10% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications sont effectuées, le pouvoir adjudicateur prend en compte le montant cumulé.

Dans les 4 cas prévus ci-dessus, une clause modificative sera rédigée par le pouvoir adjudicateur et signée par les parties contractantes.

S'il s'agit d'une prestation qui vient en sus ou en déduction, le nouveau montant du marché en tiendra compte. Dans le cas d'une prestation en sus du besoin initial, les prix définis et retenus dans le cadre du présent marché s'appliqueront, réajustés éventuellement dans les conditions du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (cf : l'article prévu pour la révision ou actualisation des prix du marché.)

Dans tous les cas, l'évolution du montant du marché ne pourra pas excéder les seuils procéduraux liés à la procédure adaptée.

CHAPITRE 5 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIES - MAINTENANCE

21. OPERATION DE VERIFICATION

21.1 Constatation de l'exécution des prestations

21.1.1 Vérification et réception

La réception définitive du véhicule est prononcée par le CHD Vendée ou son représentant et/ou la personne habilitée à réceptionner.

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de réceptions prévues pour l'admission des fournitures consistent à s'assurer que les matériels livrés sont conformes aux indications du bon de commande, qu'ils présentent les caractéristiques techniques annoncées par le titulaire dans sa documentation et qu'ils sont en parfait état de fonctionnement.

Le PV de réception devra être établi à la réception du véhicule, en 2 exemplaires qui devront être dûment émargés lors de la réception du véhicule, un exemplaire sera remis au titulaire, le second à la personne habilitée à prononcer l'admission du véhicule.

Le PV de réception indique notamment l'état du véhicule lors de la livraison et les éventuelles réserves relevées.

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS ; A l'exception de :

5. Les frais de vérification sont à la charge du titulaire, en dérogation à l'article 27 du CCAG-FCS
6. Le délai imparti de vérification est de 30 jours maximum, en dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS

7. Le CHD Vendée prononcera la réception qualitative dans le délai de 1 mois maximum à compter de la mise en service de l'équipement objet du présent marché.
8. Un procès-verbal d'admission, sera signé des deux contractants et une copie sera envoyée au prestataire par courrier AR.

21.2.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le Pouvoir Adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

En cas d'erreur de livraison par rapport aux modèles proposés dans le cadre de réponse technique ou de non-conformité liée aux éventuelles réserves relevées sur le PV de livraison, le titulaire est tenu de récupérer immédiatement les véhicules à ses frais.

21.2.3 - Garantie des prestations

En dérogation de l'article 33 du CCAG-FCS, les prestations feront l'objet d'une garantie dont la durée et la couverture seront définis dans le cadre de réponse technique complété par le titulaire.

Le point de départ est la date de décision après vérification par le Pouvoir Adjudicateur.

ARTICLE 24 – TRANSFERT DE PROPRIETE

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété. Si la remise des prestations à l'acheteur est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

ARTICLE 25 – MAINTENANCE DES PRESTATIONS

Sans objet

ARTICLE 26 – GARANTIE

Le contenu et la durée de la garantie figurent dans l'offre du titulaire.

Outre les garanties commerciales proposées par le titulaire et éventuellement souscrites par l'acheteur, les prestations font l'objet d'une garantie légale de conformité au sens des articles L217-4 à L217-14 du code de la consommation ainsi que d'une garantie contre les vices cachés au sens de l'article 1641 du code civil.

CHAPITRE 6 – RESILIATION

ARTICLE 27 – PRINCIPES GENERAUX

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 38, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 37.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

ARTICLE 28 – RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHÉ

28.1 Décès ou incapacité civile du titulaire

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, l'acheteur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

28.2. Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

28.3. Incapacité physique du titulaire

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché, l'acheteur peut résilier le marché. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

29 - RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHÉ

29.1. Difficulté d'exécution du marché

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en oeuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative.

ou à la demande du titulaire. Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché. Le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

29.2. Ordre de service tardif

Lorsque la résiliation est prononcée à la demande du titulaire par application de l'article 3.8.3, celui-ci est indemnisé des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

30 – RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 41 du CCAG-FCS complété des cas suivants :

- Changement de caractéristiques des produits non validé par l'acheteur.

31 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Cet article déroge à l'article 42 du CCAG-FCS, en ce qu'il n'est pas prévu d'indemnité de résiliation.

32 – DECOMPTE DE RESILIATION

Il est fait application de l'article 43 du CCAG FCS

33 – REMISE DES PRESTATIONS ET DES MOYENS MATERIELS PERMETTANT L'EXECUTION DU MARCHE

En cas de résiliation, l'acheteur peut exiger du titulaire:

- la remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matières et des objets détenus en vue de l'exécution d'un marché;
- la remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché;
- l'exécution de mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage. L'acheteur en informe le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise. En cas de résiliation pour faute du titulaire, le présent article est appliqué aux frais de celui-ci.

34 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire:

- soit lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de services, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans un délai d'un mois ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire;

- 2. soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en oeuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Cet article complète l'article 45 du CCAG.

Dans les cas et conditions prévus à l'article 45 du CCAG- FCS, l'acheteur peut faire procéder à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

La décision de mise en régie fixe le délai dans lequel le titulaire doit fournir à l'acheteur les informations et moyens mis en oeuvre dans le cadre du marché résilié et qui seraient nécessaires à la mise en régie des prestations par un autre prestataire.

CHAPITRE 7 – DIFFERENDS

35 – REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Les parties tenteront par tous les moyens de trouver une solution amiable à tout dysfonctionnement dans le cadre du marché.

Pour cela, les parties s'efforceront de recourir à la transaction pour résoudre les conflits, dans les conditions notamment précisées par la circulaire du 6/02/1995 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits complétée par la circulaire du

07/09/2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique.

En cas de litige pour l'exécution du marché, le tribunal administratif de Nantes est seul compétent. Les dispositions générales fixées par les textes relatifs aux Marchés Publics et les textes subséquents s'appliqueront de plein droit au présent marché pour tout ce qui n'y est pas formellement dérogé.

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'Ile Gloriette
BP 24111
44041 NANTES Cedex 01

A la Roche sur Yon, Le 11 MARS 2025

Le Directeur des achats du GHT Vendée

Etablissement support du GHT Vendée

G.CAUMONT

